

<https://www.xn--lecanardrepublcain-jwb.net/spip.php?article982>



La mondialisation est l'adversaire de toute souveraineté

- Dossiers - Antimondialisation -



Date de mise en ligne : samedi 6 novembre 2021

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Assistons-nous à un tournant ?

Depuis plusieurs décennies, les mots souveraineté et peuple étaient déconsidérés, synonymes de repli ou de xénophobie aussi bien dans des cercles de droite que de gauche. La chose était d'autant plus étonnante que ces mots étaient inscrits dans l'histoire des luttes, par exemple dans un des premiers chants de la Révolution française qui proclamait : « *Le peuple souverain s'avance, tyrans descendez au cercueil !* ». Vision certes assez allégorique, mais qui fait le lien entre souveraineté et liberté, entre peuple et fierté d'être citoyen.

Cette vision positive est aujourd'hui bien estompée. Est-ce un hasard si François Mitterrand organisa un enterrement de première classe de la Révolution française lors du bicentenaire de celle-ci, dans le même temps où il participait à la mise en place de la mondialisation libérale, le défilé du bicentenaire étant jumelé avec la rencontre du G7 ?

La mondialisation est en effet l'adversaire de toute souveraineté et, par voie de conséquence, de la démocratie puisque la démocratie n'est que l'autre nom de la souveraineté populaire. Où est passé le peuple ? Comment ne pas poser la question en relisant le grand écrivain latino-américain Carlos Fuentes, parlant de la Révolution française comme de la meilleure révolution du millénaire à la une du journal *Le Monde*, le 23 septembre 1999 : « *En France, le fait extraordinaire, réellement extraordinaire, ce fut que, dans l'ensemble du pays, le peuple tout entier agit spontanément... en anticipant les lois révolutionnaires. L'événement est unique, à une telle échelle, dans l'histoire de l'humanité* ». C'est aussi ce que développe l'historienne Florence Gauthier dans la conférence donnée au média d'opinion *LVSL*, le 14 décembre 2018, lorsqu'elle montre comment la Convention montagnarde renforça la souveraineté populaire au niveau de l'application des lois.

On ne peut alors que regretter cet espèce de consensus qui a régné pendant les décennies récentes pour magnifier la mondialisation et son secteur particulier qu'on appelle l'Union européenne. Ce fut la destruction de toute souveraineté débouchant ainsi sur une domination sans partage des intérêts financiers et sur la valorisation sans contrôle des experts.

La chose ne pouvait continuer sans à-coups. Même si le traité de Maastricht a pu être voté, son descendant direct, le traité constitutionnel européen (TCE), a été refusé par référendum. La souveraineté du peuple ainsi exprimée a été réprimée par la signature du traité de Lisbonne. La question de la souveraineté s'éclaircit enfin aujourd'hui : elle n'est pas l'expression d'égoïsmes nationaux, mais elle peut être celle de la volonté des peuples dans une perspective internationaliste. La tentative pathétique d'Emmanuel Macron pour promouvoir la « souveraineté européenne » n'est donc qu'une fausse synthèse entre l'aspiration à la liberté et la négation des peuples des États-nations. Car il n'y a pas actuellement de peuple européen, pas de citoyens européens, tout au plus un ensemble de consommateurs.

Et si la longue histoire de la France devait aujourd'hui trouver son terme, il appartiendrait à son seul titulaire naturel, le peuple français, de le dire. Qui lui refuse ce droit ?

Article publié par le journal *L'Humanité* dans son [édition du 27 octobre 2021](#).